

*Brésil : les décrets de Bolsonaro
sur le port d'armes sont des
prétextes pour créer des groupes
paramilitaires connexes*



Brasilia, 17 février (RHC) Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, est de nouveau au centre de la polémique après la signature de plusieurs décrets qui permettent d'augmenter le nombre d'armes que peuvent posséder les Brésiliens, allant parfois jusqu'à huit, c'est-à-dire le double de ce qui était autorisé jusqu'à présent.

La décision du président a été saluée par ses partisans, mais elle est remise en question par l'opposition, qui craint qu'elle ne soit qu'une stratégie pour armer ses partisans, c'est-à-dire créer des milices en vue de l'élection présidentielle de 2022.

Pendant la fin de semaine, Bolsonaro a confirmé sa décision par le biais des réseaux sociaux, dans des messages incluant l'accès aux quatre décrets présidentiels qui facilitent l'armement des civils dans le pays sud-américain.

Depuis sa campagne électorale puis en tant que président, Bolsonaro a toujours défendu l'usage des armes. En fait, l'un des symboles qui s'est le plus popularisé parmi ses adeptes représente des mitrailleuses ou des pistolets illustrés par toutes sortes de propagandes faisant allusion à son gouvernement.

Dès son entrée en fonctions, l'une des premières mesures de Bolsonaro a été d'autoriser, également par décret et sans passer par l'aval du Congrès, le droit de tous les citoyens de posséder quatre armes et, dans des cas exceptionnels, deux autres, pour lesquels les exigences d'achat ont été assouplies.

En 2019, le président a essayé de renforcer cette politique d'armement avec plus de facilités, mais certaines de ses mesures ont été annulées par les pouvoirs législatif ou judiciaire.

Cependant, il les fait à nouveau passer par des décrets qui favorisent les tireurs sportifs, les chasseurs et les collectionneurs parce qu'ils leur permettent d'augmenter à la fois le nombre d'armes et de munitions.

Marcelo Freixo, du Parti Socialisme et Liberté, est l'un des députés qui a examiné plus en détail les implications de la décision présidentielle.

"La politique d'armement de Bolsonaro vise à assouplir la législation des centres de stockage (collectionneurs, tireurs sportifs et chasseurs), qui rassemble un peu plus de 400 000 personnes, afin d'élargir l'accès aux armes et aux munitions et d'affaiblir leur contrôle" a écrit le législateur sur les réseaux sociaux.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/247967-bresil-les-decrets-de-bolsonaro-sur-le-port-darmes-sont-des-pretextes-pour-creer-des-groupes-paramilitaires-connexes>



Radio Habana Cuba